



ARREST DU CONSEIL D'ESTAT DU ROY.

Du 30. Juillet 1718.

Qui ordonne que sans avoir égard à la Requête présentée par le Sieur de Vieubourg, dont Sa Majesté la deboutté, l'Arrest du cinquième Février 1718. qui le condamne à payer le droit de centième denier, de la somme de 220000 livres, ensemble les quatre sols pour livres, sera exécuté selon sa forme & teneur.

EXTRAIT DES REGISTRES du Conseil d'Etat.

VEU AU CONSEIL D'ESTAT DU ROY, la Requête présentée en iceluy par Messire Edme Ravant de Vieubourg, Chevalier Marquis dudit lieu, Lieutenant pour Sa Majesté au Gouvernement des Provinces de Nivernois & Donzyois; CONTENANT que pour l'arrangement de ses affaires, il vendit au Sieur de Verfon par Contrat du 21. Novembre 1714. la Terre de saint Germain sur Aune, près Neuf-Chastel Province de Normandie: moyennant la somme de 200000 livres, à condition qu'il luy en seroit payé comptant 20000 liv. & que les 180000 livres restant luy seroient fournies en

A

Semi Inf.

Nivernais

deux payemens égaux, dont l'un seroit fait au premier Avril 1715. l'autre au premier Juillet suivant, que faute d'avoir satisfait à ces deux dernieres conditions, le Suppliant a esté réduit à employer contre le sieur de Verson les contraintes les plus rigoureuses, ayant fait saisir entre les mains de ses Debiteurs, & fait proceder à l'exécution de ses meubles, qu'enfin toutes ces poursuites étant rendues inutiles par les obstacles dont le sieur de Verson sçavoit les traverses, il a esté obligé de recourir à la resolution dudit Contrat, ayant demandé & obtenu aux Requestes du Palais jusqu'à trois Sentences, dont la premiere du sept Avril 1716. qui luy permettent de rentrer dans sa Terre faute par ledit sieur de Verson d'avoir executé le Contrat; que ledit sieur de Verson ayant interjetté appel au Parlement, de ces Sentences & se voyant suivy & pressé par tout avec la derniere vivacité par le Suppliant, il luy fit offrir de se desister d'un appel qu'il ne pouvoit soutenir, & d'acquiescer aux Sentences, ce qui fut accepté par ledit sieur Marquis de Vieuxbourg, suivant l'Acte passé entr'eux le neuf Novembre 1716. Que c'est à l'occasion de ce Contrat de vente ainsi resolu pour une cause née du Contrat même & sous pretexte des regrez forcez du Suppliant dans sa Terre, que Mignot qui avoit déjà reçu un droit de centième denier de cette vente demeurée sans effet, n'a pas fait de difficulté de luy demander un second droit de centième denier les quatre sols pour livres: & le triple desdits droits, que pour arrester les poursuites dudit Mignot le Suppliant s'est pourvû devant le Sieur de *Guiette Intendant de la Generalité de Rouen*, lequel par son Ordonnance du 24. Septembre 1717. la déchargé de la demande de Mignot, mais les Cautions s'en étant plaint au Conseil ils ont surpri, sur une Requête non communiquée ny signifiée un Arrest le 5.

3

Février 1718. qui condamne le Suppliant à représenter l'Acte du 9. Novembre 1716. pour être enregistré, & en conséquence à payer le centième denier desdites 200000. livres, & les quatre sols pour livre, contre lequel Arrêt le Suppliant a demandé par Requête au Conseil à estre reçu opposant; que cette Requête est fondée sur un moyen simple, que le Sieur Intendant a déclaré par son Ordonnance estre le motif de la decision, qui est que l'Acte du 9. Novembre 1716. est une resolution forcée qui n'acquiere aucun droit de centième denier, qu'en effet ce n'est point un Acte par lequel les contractans également degoutés de leur marché s'en départent volontairement, & l'annulent, mais bien une suite nécessaire de contrainte & de saisies & l'exécution de plusieurs Jugemens; que celui qui est forcé d'y obeir n'a aucun moyen d'empêcher; qu'ainsi la question se réduit à sçavoir si, pour ces sortes de resolutions forcées & fondées sur l'inexécution du Contrat de vente de la part de l'acquéreur, il est dû un nouveau centième denier par le vendeur qui se trouve obligé malgré luy de garder un heritage qu'il voudroit vendre: que le Suppliant soutient que dans ce cas où les Parties se trouvent malgré elles au même état où elles étoient avant que d'avoir contracté, il est également contre les termes & l'esprit des Reglemens d'exiger un second droit du vendeur; que la Déclaration du 20. Mars 1708. art. 6. porte que pour faire cesser les abus qui se glissent dans la construction des Contrats de vente & Titres translatifs de propriété par les clauses que les Parties & les Notaires y inferent pour se soustraire au paiement du centième denier: VOULONS ET ENTENDONS que tous Contrats de vente resolutions volontaires de vente, Arrests, Jugemens, Sentences & généralement tous Actes translatifs & retrocessifs de propriété de biens

immeubles soient insinuez, & que le droit de centième denier en soit payé; que ces termes offrent naturellement à l'esprit une distinction à faire entre les résolutions volontaires de vente & les résolutions forcées, que si elle n'avoit pas voulu faire de différence entre les uns & les autres, loin d'avoir l'attention de restreindre la disposition de cet article aux résolutions volontaires, elle n'auroit jamais manqué de mettre ces résolutions de vente tant volontaires que forcées & qu'il est sans exemple que l'on limite à une espèce en particulier, une disposition par laquelle on prétend envelopper en général toutes les espèces qui sont comprises sous ce genre; que c'est le cas de la règle reçue, que l'inclusion de l'un & l'exclusion de l'autre; que le Fermier pressé par ces argumens cherche à éluder par les termes dudit article qui comprend les Arrêts, Jugemens Sentences & généralement tous Actes translatifs & retrocessifs de propriété, & qui dit-il assujettissent suffisamment au centième denier les résolutions forcées, parceque véritablement ces Actes sont translatifs & retrocessifs de propriété; mais que cette interprétation n'est pas juste, parce que ledit art. 6. embrasse quatre Titres différens, par lesquels on peut avoir la propriété, la subrogation au droit du Propriétaire, la résolution du Contract, par lequel le vendeur s'étoit dépouillé de la propriété, les Jugemens & Arrêts par lesquels la propriété d'un héritage est adjugée à quelqu'un, enfin les Jugemens & Actes qui obligent le Propriétaire de faire retrocession: qu'entre ces cas, la résolution tient à la vérité son rang, que c'est un des cas prouvés par ledit art. mais que la disposition est restreinte aux résolutions de vente; que par conséquent ce qui est résolution non volontaire n'y est point compris; que ces termes de subrogation, transport & retrocession ordonnés par Jugement

suposent nécessairement une propriété qui a esté ostée à une personne à qui elle étoit, incommutablement acquise pour la transmettre à une autre, qui ne l'avoit pas; qu'au contraire la résolution de la vente déclare que la vente n'a pas eu lieu d'exécution & que celui qui la faite, conserve sa propriété telle qu'il l'avoit auparavant: que le Fermier pour appuyer sa prétention, soutient que le sieur de Verson avant l'Acte du 9. Novembre 1716. étoit véritablement propriétaire, qu'en cette qualité il a jouï pendant deux années de la Terre en question, que delà il conclud que cette propriété ayant repassé au Sieur Marquis de Vieubourg il y eut mutation de propriété, & que cette mutation suffit pour produire le droit dont il s'agit; mais que cette objection n'est pas soutenable, parce que le Sieur de Verson n'avoit qu'une propriété conditionnelle & non incommutable, que s'il a jouï comme propriétaire son titre a esté aneanty par l'inexécution des conditions à l'accomplissement desquelles sa propriété irrevocable étoit attachée, que parce déffaut d'accomplissement des conventions, les choses sont retournées au même état que si elles n'avoient point été; c'est-à-dire comme avant que d'avoir contracté, ainsi qu'il se pratique dans le cas du Reméré dont il est fait mention dans l'art. 7. de la Déclaration du 20. Mars 1708. par laquelle Sa Majesté décharge du centième denier ledit Acte de reméré, qu'on ne peut faire une comparaison plus égale de ces deux especes: que la seconde objection du Fermier est de dire qu'il est vray que dans le droit étroit de la Coutume de Normandie où la Terre dont il s'agit est située, il est permis au vendeur de rentrer en possession de ses heritages lors qu'il n'en a pas reçu le prix; que cela n'empêche pas qu'il n'y ait une nouvelle translation de propriété dont le centième denier luy est acquis; mais que cette con-

sequence n'est pas juste, parce que si l'espece de la Loy
 municipale ne regarde point la propriété d'un heritage
 comme incommutablement acquise, tant que l'acquireur
 n'a point payé le prix du bien convenu; c'est une preuve
 évidente qu'il ne se fait point de Contract nouveau tran-
 slatif de propriété, lorsque le vendeur faute de payement
 du prix r'entre dans la possession de la Terre qu'il avoit
 vendu, puisqu'il y rentre en vertu d'une cause ancienne,
 inherente de droit à son Contract, suivant l'esprit de la
 Coutume de la Province; que la resolution de ce Contrat
 est si peu regardée comme une veritable mutation de pro-
 priété dans cette Coutume que celui qui se trouve ainsi
 obligé de r'entrer dans son heritage ne doit point pour ce
 regrez aucun treizième au Seigneur, comme il luy en seroit
 certainement dû, s'il y avoit une veritable mutation;
 que si par la Transaction du 9. Novembre 1716. ledit
 Sieur Marquis de Vieubourg s'est obligé de payer ce
 droit en l'acquit du sieur de Verfon, comme l'objecte le
 Fermier; c'est que ce droit ayant esté une fois legitime-
 ment acquis au Seigneur, il ne faut pas que par l'inexe-
 cution d'un Contrat de la part de l'acquireur, il puisse
 luy faire perdre ce qui luy appartenoit legitiment;
 qu'enfin il doit estre si peu regardé comme nouvel ac-
 quereur, que par Arrest contradictoire du premier Juillet
 1717. il a esté déchargé à la Chambre des Comptes de
 Roüen de la nouvelle foy & hommage qui luy estoit
 demandée par le Sieur Procureur General de ladite Cham-
 bre, ce qui décide entierement contre les prétentions du
 Fermier, que l'Arrest cité par le Fermier & obtenu contre
 le nommé Plaisant n'a aucune application à cette question,
 parce que la resolution dont il s'agissoit estoit volontaire,
 au lieu que celle du Suppliant est forcée: Requeroit qu'il
 plût à Sa Majesté le recevoir opposant à l'execution de

7

l'Arrest du 5. Février 1718. & ordonner que l'Ordonnance renduë le 24. Septembre 1717. par ledit sieur de Gasville Intendant de ladite Generalité sera executé, avec deffenses au Fermier de faire aucunes poursuites contre le Suppliant, pour raison dudit droit de centième denier, & le condamner aux dépens. La réponse de Louis Mignot Fermier General du Contrôle des Actes des Notaires, petits Sceaux, Insinuations Laïques contenant que l'Acte du 21. Novembre 1714. par lequel le Sieur Marquis de Vieuxbourg a vendu la Terre en question a esté insinué au Bureau de Neuf-Chastel, & ensuite lecturé les 6, 13, & 20. Janvier 1715. & revêtu de toutes les autres formalitez requises par la Coûtume de Normandie pour acquerir au Sieur de Verson une bonne & valable propriété; qu'en cette qualité il a jouy dudit heritage pendant plus de deux années, en sorte qu'il n'en pouvoit estre depouillé par le retrait Feodal ou lignager; que s'il a retrocedé cette propriété par l'acte du 9. Novembre 1716. ce n'est point par un deffaut de validité du premier Contrat, puisque c'est une maxime en Droit qu'un Contrat de vente, n'est pas dissous, bien que l'acheteur n'en accomplisse pas les conditions; que si les choses se pratiquent autrement en Normandie où un vendeur puisse reprendre la possession de son heritage, cette facilité ne peut préjudicier aux droits du Roy; qu'en un mot l'art. 6. de la Declaration du 20 Mars 1708. assujettit au paiement du centième denier tous les Contrats & Actes translatifs & retrocessifs de propriété; ainsi soit, que l'Acte du 6. Novembre 1716. soit considéré comme resolution volontaire ou forcée, cela ne fait aucune difference parce que ledit droit de centième denier est dû par tous les Actes qui font mutation, qu'on ne peut contester que par l'Acte du 2. Novembre 1714. le Sieur Marquis de

Vieubourg ne se soit d'émis de la propriété dudit héritage, d'où il s'ensuit qu'il la reprise par l'Acte du 9. Novembre 1716. dont le droit est également dû, que du premier; qu'au surplus le Fermier employe les autres moyens sur lesquels l'Arrest du 5. Février dernier a esté rendu. Vû ledit Arrest, les Edits, Déclarations, concernant la perception desdits Droits, & les autres Requestes, Pieces & Memoires des Parties; Ouy le Rapport, LE ROY EN SON CONSEIL sans avoir égard à la Requête dudit Sieur de Vieuxbourg en opposition à l'Arrest du 5. Février 1718. dont Sa Majesté l'a deboutté, a ordonné & ordonne que ledit Arrest sera executé selon sa forme & teneur. Fait au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Paris le 30^e. jour de Juillet 1718. Collationné *signé* RANCHIN.

*Collationné à l'original par Nous
Ecuyer-Conseiller-Secrétaire du
Roy, Maison, & Couronne de
France & de ses Finances.*

A PARIS.

Chez la Veuve SAUGRAIN, au bout du Quay
de Gesvre au Paradis.